

# Lettre ouverte à mes enfants qui n'aiment plus les flics

Autor(en): **Glardon, Michel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1202

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015403>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'INVITÉ DE DP

# Lettre ouverte à mes enfants qui n'aiment plus les flics

MICHEL GLARDON

Vice-président du comité  
vaudois de la Ligue des  
droits de l'Homme  
Député des Verts

Jusqu'à dix ans, vous aimiez la police. Les leçons de circulation vous plaisaient. Le gendarme avait sa place, sûre, dans le paysage du bourg ou du quartier. Sa prestance, l'uniforme, le respect dont il paraissait entouré semblaient faire du gendarme une figure familière et aimable dans votre paysage.

A 12 ans, vous aviez encore quelques hésitations à embarquer dans mes plaisanteries lorsque nous croisions une Volvo à pot bleu: «Tiens, mes copains!»

A 15 ou 16 ans, vous étiez installés dans la haine des poulets. Je ne pense pas qu'à cet âge-là l'opinion des parents vous ait beaucoup influencés! La culture adolescente transmet sans doute rituellement le rejet de bien des autorités, et la police en est parfois la plus visible. Mais j'attribue aussi votre revirement à deux expériences. La première, à laquelle nous avons assisté ensemble, c'est la chasse aux fumeurs de joints au camping du Festival de Nyon. Vous avez vu des adultes qui n'avaient pas l'allure de délinquants tels qu'on les présente dans les séries TV prendre de vagues précautions avant de partager les bouffées de cannabis. Vous avez vu des jeunes, pas plus provocateurs, se faire systématiquement embarquer par les «stups»: contrôle d'identité, amende pour l'ombre d'un petit bout de shit.

La deuxième expérience qui me semble avoir entraîné votre changement d'attitude, vous l'avez vécue seuls, et à de nombreuses reprises. C'est, principalement à la gare de Lausanne, le contrôle d'identité pour cause de look. Emmenés dans le portakabin de la police à la place de la Gare, voire dans le corridor d'un immeuble du quartier: Papiers? D'où viens-tu? Fumes-tu? As-tu des copains qui se droguent?

Vous avez maintenant fêté vos 17 et 18 ans. La majorité civique est atteinte ou se profile. Vous pourrez prendre des positions de citoyenne et de citoyen. J'aimerais vous dire:

La peur du gendarme est certainement un réflexe des plus sains. Si vous avez commis une infraction, cela va de soi. Mais même si vous n'avez rien fait de répressible: la police est aussi le bras armé d'un Etat qui peut vous rendre mille services, mais dont la fonction ultime est la défense d'un ordre en faveur des puissants et des privilégiés (ceux que, petits, vous appelez les «commandeurs»).

Si la police est si largement l'objet d'un rejet, c'est notamment pour cette raison, que vous avez vécue: son fonctionnement nie des valeurs auxquelles vous êtes attachés et sur lesquelles la démocratie devrait être basée. Seul exemple: l'intervention des policiers auprès des jeunes vise systématiquement à l'encouragement de la délation, alors que la solidarité est

une condition de survie de la communauté. Vous m'avez demandé s'il était possible de supprimer la police, en pensant à ces crimes horribles dont on aimerait tellement être protégé(e)?

Supprimer entièrement la police, ou la prison, dans la société où nous vivons n'est sans doute pas possible. Il faut créer une société sans prison, sans police, parce que ces institutions n'y seront pas nécessaires. Des institutions que n'ont pas connues d'immenses contrées (en Afrique, par exemple), où la déviance était prise en charge autrement.

En attendant ces perspectives paradisiaques, et tant que la police existe, un minimum peut être attendu d'elle.

Les abus ne doivent plus être tolérés par les citoyens: chaque fois qu'une personne défend ses droits, proteste, c'est toute la population qu'elle protège. A cet égard, j'ai été frappé du nombre de procédures soutenues par la Ligue des droits de l'Homme parce qu'elle avait été interpellée dans ces termes: «En ce qui me concerne, cela ne changera rien, mais je ne voudrais pas que cela arrive à d'autres.» Les abus ne doivent pas être tolérés non plus par les responsables politiques: si je me réjouis de ce que le conseiller municipal lausannois responsable de la police soit «saqué», c'est non pas tant parce qu'il a été pris la main dans le sac dans une histoire de ristournes qui paraît habituelle dans son milieu, mais parce que, pourtant dûment alerté, il a laissé ses policiers pratiquer à large échelle des «fouilles sommaires» parfaitement illégales sur les jeunes, les marginaux, les basanés... Et il faut que cesse la protection trop souvent systématique des juges à l'égard de leurs auxiliaires policiers.

Les abus éliminés, peut-être verra-t-on mieux comment la police pourrait vivre en harmonie avec le corps social. On s'apercevra sans doute que tout le monde se trouve mieux avec des policiers «réguls», qui ne font que leur travail mais le font dans le respect des droits des justiciables, plutôt que de prétendus «agents de prévention» moralisateurs qui œuvrent dans le flou juridique.

J'imagine aussi que l'on «découvrira» que la population qui veut être sécurisée l'est mieux par des postes de quartier que par ces colossaux hôtels de police qu'on a construits à grands frais; qu'un policier mieux formé et mieux payé risque moins les dérapages; qu'un véritable système de lutte contre le crime organisé protège mieux la vie sociale qu'une police fouineuse à la recherche de militants politiques.

J'imagine, j'imagine... mais vous voilà prêts pour la virée du samedi soir. Evitez quand même la place de la Gare! ■